

La voix de l'Opposition de gauche

En Merkollande. Hollande l'illusionniste.

30 juin 2012

François Hollande s'est dit prêt vendredi à faire ratifier le pacte budgétaire européen par le Parlement français quand les autres textes sur lesquels les dirigeants de l'Union européenne se sont entendus seront prêts.

Le président français a considéré lors d'une conférence de presse que le sommet européen de Bruxelles avait permis d'aboutir à la renégociation du pacte budgétaire qu'il souhaitait.

"Je proposerai que soient soumises au Parlement toutes les décisions concernant l'Europe : le pacte de croissance, la supervision bancaire si c'est nécessaire, la taxe sur les transactions financières et le pacte budgétaire", a-t-il poursuivi.

"Quand les textes seront prêts - ils ne le sont pas - je les présenterai (...), dans un délai qui ne sera pas long", a-t-il ajouté. (Reuters 29.06)

Ah ben alors, il ne va même pas attendre de rencontrer la délégation du POI, décidément tout fout le camps ! Et l'appel du M'PEP, et la pétition d'Attac, il s'assoit dessus, ils n'ont plus qu'à lui apprendre les bonnes manières !

Quelle mascarade ! Chacun a revêtu son rôle, la comédie peut commencer. Ou continuer plutôt.

L'UMP vole à son secours...

- Gilles Carrez, président UMP de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, a estimé qu'on ne pouvait pas parler véritablement de *"rigueur"* car ce terme recouvre selon lui une bonne gestion de l'ensemble des finances publiques. (Reuters 29.06)

Il poursuit :

- *"Je trouve que la démarche qui a été prise est très idéologique, qui s'est en fait située par rapport à des attentes de telle ou telle catégorie de Français"*, a dit Gilles Carrez sur France Inter.

Selon lui, le gouvernement va être obligé, pour compenser les créations de postes dans l'Education, de ne pas remplacer quatre départs en retraite sur cinq dans les autres ministères. (id)

Si Hollande renforce l'Education, la Justice et l'Intérieur, c'est parce qu'il y a le *"feu au lac"* dans ces trois secteurs pour reprendre une expression employé par un dirigeant du PS à propos du débat sur le TSCG qu'il s'agit d'éviter, et qui se résume au PS à une discussion pour savoir si la *"croissance"* doit passer avant le TSCG ou après, l'austérité en entrée ou au dessert.

L'Education, c'est autant pour soigner sa base que pour assurer la stabilité du régime, la Justice et l'Intérieur, c'est pour défendre les institutions contre les éléments de dislocation qui les menacent.

A propos de la "règle d'or"

Titre d'un article d'hier du *Figaro* : *La gauche reste hostile au vote d'une règle d'or budgétaire.*

Le Figaro ou la voix du PS, n'auraient-ils pas par hasard des intérêts communs ?

Sur la "règle d'or", la méthode ou propagande de Hollande : il ne l'inscrira pas dans la Constitution pour se distinguer de l'UMP qui y tenait et pour qu'on ne lui reproche pas, il se contentera d'appliquer son contenu tout simplement, il s'en défendra en rappelant qu'il n'a pas adopté cette règle. C'est ce qui s'appelle appliquer une politique sans vouloir la nommer parce que c'est impossible sans dévoiler ses véritables intentions nuisibles et se griller par la même occasion. Tout est dans la posture, l'hypocrisie élevée au rang de méthode pour gouverner.

- Le président français continue de refuser l'inscription dans la Constitution de la "règle d'or" fixant des objectifs de réduction du déficit public, inscription qui est considérée comme un point de passage obligatoire par de nombreux experts pour être en conformité avec le pacte budgétaire.

"Je me suis engagé pendant la campagne pour dire que nous ne mettrons pas dans la Constitution française une règle qui fixerait le rythme de réduction des déficits", a dit François Hollande. "En revanche, nous ferons voter une loi de programmation budgétaire, peut-être de valeur organique, pour rétablir l'équilibre de nos finances publiques." (Reuters 29.06)

Ce qui revient exactement au même concrètement.

- «*Ce que j'attends, ce n'est pas le vote d'une règle d'or, mais un débat budgétaire sur les perspectives du retour à l'équilibre des comptes publics, le plus vite possible.*» Bruno Le Roux. Le nouveau président du groupe socialiste à l'Assemblée explique encore: «*Plus qu'une proclamation, j'attends du gouvernement la stratégie budgétaire qui va lui permettre de respecter l'engagement d'un retour à l'équilibre en 2017.*» (lefigaro.fr 29.06)

Engagement qui justement consiste à appliquer le contenu de la "règle d'or" !

Rien ne les choque ou ne les surprend et pour cause, ils sont acquis à la cause de Bruxelles.

- Le nouveau rapporteur général du budget, Christian Eckert, est sur la même longueur d'onde: «*Qu'il y ait une supervision des budgets nationaux au niveau de Bruxelles ne me choque pas. C'est plus une observation qu'une contrainte.*» (lefigaro.fr 29.06)

On se demande alors pourquoi ils se donnent tant de mal !

L'Express vend la mèche :

- Au delà, une contradiction fondamentale demeure dans la position française: demander la mutualisation de la dette, ce qui provoquera simultanément la mise en place de mécanismes destinés à exercer un contrôle renforcé des déficits, et refuser parallèlement une discipline budgétaire imposée par l'Union (c'est à dire par l'Allemagne) marque une certaine incohérence. Que seule une rigueur réelle, à défaut d'être officiellement proclamée, serait à même de dissiper. La France a peut-être remporté à Bruxelles une victoire politique, mais elle considérablement accru l'exigence qui pèse sur elle. (lexpress.fr 29.06)

Tout est dit ici, en réalité il n'y a pas de contradiction dans l'attitude adoptée par Hollande, pour les ignorants, les naïfs et sa coterie attirée de petits-bourgeois, il prétend refuser une discipline budgétaire imposée par l'Union européenne, tandis qu'il l'applique dans les faits, n'est-ce pas cela l'essentiel pour les dirigeants de l'UE, du FMI, pour Washington, pour la finance, qu'il agisse en agent zélé de leurs intérêts. Les faits, rien que les faits camarades !

Pourquoi L'Express met-il le doigt sur une "*incohérence*" qui n'en est pas une sinon pour en camoufler une bien réelle, celle qui consiste à se faire élire avec l'étiquette socialiste pour mener une politique capitaliste. C'est peut-être involontairement ou inconsciemment une façon de soutenir Hollande, à croire qu'ils l'ont pensé si fort que cela leur aura échappé.

Au secours des banquiers.

Qu'est ce que signifie : la recapitalisation directe des banques espagnoles par les fonds de sauvetage et un abandon par le MES de son statut de créancier privilégié :

- Selon l'Eurogroupe, il s'agit de «*briser le cycle vicieux*» par lequel la dépréciation des titres d'État vient dévaloriser les actifs de banques et accroître la défiance de tous les investisseurs. (lefigaro.fr 29.06)

A quoi bon gagner du fric à bon compte, si c'est pour en perdre par ailleurs, franchement il était tant que cela cesse, voilà le message, entendu !

- "*Toutefois, pour être complètement rassuré, il va falloir que l'on sache comment les banques vont avoir concrètement accès au financement*", souligne Christian Rabeau, directeur de la gestion chez Axa IM. "*Pour l'instant, on a fait un pas dans la bonne direction et cela justifie un moindre pessimisme.*" (Reuters 29.06)

Voilà un homme heureux ! En conclusion, renégociation de quoi, de rien, pas tout à fait, en réalité ils accordent de nouveaux privilèges aux banquiers ! A qui doivent-ils dire merci ? A Hollande !

A propos de l'Allemagne

Et l'Allemagne dans tout cela ? Elle garde la main, rien de changer contrairement à ce que certains commentateurs prétendent.

- De fait, pour bénéficier des assouplissements décidés au sommet, l'Italie comme l'Espagne devront se soumettre à des conditions et au feu vert de leurs pairs. Dans tous les cas, les décisions du MES restent soumises à la règle de l'unanimité, ce qui donne un droit de veto à Berlin, explique-t-on de source allemande. «*Il n'y a ni changement du traité, ni règle nouvelle, seulement une approche plus équilibrée au cas par cas*», insistait la chancelière avant d'aller s'expliquer devant le Bundestag. (lefigaro.fr 29.06)

Hollande n'a joué qu'un rôle subsidiaire en bon élève de l'UE. Fallait-il en attendre autre chose, non évidemment, c'est bien la raison pour laquelle on n'en attendait rien, on était déjà fixé sur ses réelles intentions.

La fin de ce sommet européen vue par Libération.

- Mario Monti, le président du Conseil italien et «héros» du sommet avec son homologue espagnol, Mariano Rajoy, a été l'artisan de ce succès, réussissant à faire plier la chancelière allemande .

Elle aurait "*plier*" ou elle aurait plutôt pris conscience de la gravité de la situation italienne et espagnole qui pouvait rapidement devenir incontrôlable et emporter toute la zone euro et l'UE.

- Il y avait urgence. L'Italie est confrontée à une flambée de ses taux d'intérêt qui n'obéit à aucune raison logique, même si sa dette est importante (mais ce n'est pas nouveau). Mais les marchés paniquent : après l'Espagne et Chypre, la péninsule pourrait être un nouveau domino à tomber.

Tard dans la soirée, Van Rompuy organise un point de presse pour proclamer qu'il y a un accord de principe sur le pacte de croissance. Mais il omet de dire que Mario Monti et Mariano Rajoy viennent d'annoncer froidement qu'ils considéraient que *«sans accord sur tout, il n'y avait d'accord sur rien»*. *«Je ne peux pas dire qu'autour de la table ils étaient particulièrement ravis»*, racontera le lendemain le président du Conseil italien.

François Hollande relatera, au cours de la nuit, que Monti l'avait mis au courant de la manœuvre. Van Rompuy décide alors de réunir un sommet de l'Eurogroupe vers 1 heure du matin alors qu'il était initialement prévu pour vendredi 13 heures.

L'Allemagne est dans une position délicate : faire échouer le sommet enverrait un signal désastreux aux marchés. En même temps, elle sait que sa culture de stabilité est désormais bien ancrée dans les esprits : Monti est arrivé à Bruxelles avec la réforme du marché du travail, réclamée depuis un an par la BCE ; et Hollande s'est présenté avec des objectifs ambitieux de réduction des dépenses publiques. Une façon pour les partenaires de Berlin de montrer qu'ils ont compris la nécessité de rompre avec la douce insouciance du passé et que sa solidarité ne sera pas mal placée.

Ce qui signifie qu'avant ce sommet, Hollande avait donné des gages concrets à Merkel qu'il poursuivrait loyalement la politique d'austérité de Sarkozy, dans ces conditions elle pouvait s'estimer satisfaite et un accord était possible, ce que Le Figaro traduisait ainsi : *"pas de desserrement de la contrainte financière sans engagement de discipline budgétaire en contrepartie."*

A 4 h 30 du matin, Monti annonce ironiquement en français, après quatorze heures de réunion, *«I left my blocage»*. La chancelière estime que *«nous sommes restés fidèles à notre philosophie : aucune prestation sans contrepartie»*. Elle n'a pas tort. Ainsi, la supervision des banques sera confiée à une autorité européenne, la BCE dans l'esprit de l'Allemagne et de la France, qui pourra imposer des restructurations ou des recapitalisations. C'est seulement ensuite, c'est-à-dire début 2013 au plus tôt, que le MES pourra prêter directement aux banques (puisqu'elles seront sous contrôle européen) sans passer par les Etats. La garantie européenne des dépôts bancaires a été renvoyée à plus tard, *«quand on aura progressé dans l'intégration»*, a expliqué le président français. Une façon de rappeler que c'est son approche qui a été validée : *«Si on veut de l'intégration, il faut d'abord de la solidarité»* et non l'inverse comme le voulaient les Allemands. Paris n'a plus aucune raison, vu les gestes allemands, de bloquer la route vers le fédéralisme, même si Hollande préfère encore parler *«d'intégration solidaire»*...

Les Dix-Sept ont ainsi donné mandat aux institutions communautaires de préparer pour la fin de l'année une feuille de route datée, étape par étape, menant à une union budgétaire et politique. De son côté, Rome a obtenu que le FESF et le MES interviennent plus facilement sur le marché de la dette publique, sans obliger le pays soutenu à passer d'abord sous les fourches caudines d'un

programme d'assainissement. «*L'Italie ne va pas demander l'activation du mécanisme*», a affirmé Monti. Avant d'ajouter : «*Enfin, pour l'instant.*» (liberation.fr 29.06)

Merkel peut affirmer qu'ils sont restés fidèles à leur philosophie, car en décidant que la supervision des banques sera confiée à la BCE, ils ont remis l'économie de l'UE entre les mains de la Fed et des banquiers qui détiennent déjà le pouvoir, cela en est que l'illustration, une preuve supplémentaire.

J'allais oublier de préciser que l'on ne sait pas au juste à quelles tractations secrètes ils se sont livrées, quels engagements ont pris les uns et les autres à huis clos, notamment Hollande qui devra annoncer la couleur le 3 juillet par la voix du Premier ministre, une fois pris connaissance du rapport de la Cours des comptes. Peu importe, on connaît la tendance ou l'orientation de sa politique réactionnaire pour la combattre.

En perspective. L'union bancaire (et politique) et budgétaire flanquée d'un «trésor européen»... à l'américaine.

La zone euro, poussée par Paris, Rome et Madrid, a décidé de mettre sur pied, d'ici à la fin de l'année, une «*union bancaire*», qui permettra de nettoyer un système financier européen plombé, depuis 2007, par des créances douteuses et, surtout, de rompre le cercle vicieux entre crise bancaire et endettement des Etats.

Mieux, les Etats membres se sont entendus pour lancer la construction d'une «*union politique*» et d'une union budgétaire, condition sine qua non d'une solidarité financière qui aboutira à la création d'un «*trésor européen*». Ce n'est pas encore le grand saut fédéral, mais les Dix-Sept y vont d'un pas ferme. (libération.fr 19.06)

D'ici là... On aura le temps d'y revenir.

Pacte de croissance

- Concrètement, le "*pacte de croissance*" reprend des propositions de la Commission européenne. (lemonde.fr 29.06)

- Mais il faut rappeler que c'est là un plan qui porte sur 1% seulement du budget européen (ce qui reste un engagement très imité) et que ce plan a été proposé, depuis un certain temps déjà, par la Commission européenne. (lexpress.fr 29.06)

C'est au regard de ce constat que le PS et Hollande passeront sous silence qu'on lira la réaction perplexe du Figaro, à moins qu'ils revendiquent une orientation commune avec la Commission européenne, ce qui n'aurait rien de surprenant puisque cela correspond finalement à leurs véritables intentions.

- Le président Hollande rentre à Paris avec un «*pacte de croissance*» européen de 120 milliards, promesse électorale tenue et premier succès politique sur la scène européenne. «*Je considère que l'Europe a été réorientée comme il convenait*», concluait-il vendredi. La reprise économique pourtant ne se décrète pas. Et ce nouveau programme n'a sans doute pas la même valeur que le «*pacte budgétaire*» contraignant que lui a légué Nicolas Sarkozy.

Ce «*pacte de croissance*» reste un chantier sans garantie de bonne fin. Ce n'est pas non plus un plan de relance. Le chiffre de 120 milliards repose pour 55 milliards sur l'utilisation de fonds européens

existants et non dépensés, sans dépenses publiques nouvelles. Et pour 60 milliards sur le pari que la Banque européenne d'investissement saura multiplier par six une mise supplémentaire de 10 milliards par les États actionnaires. (lefigaro.fr 29.06)

Commentaire d'un internaute

- *"Je ne comprends pas pourquoi Le Figaro soutient tant Hollande alors que le processus était déjà en discussion depuis le 30 janvier à Bruxelles dans un sommet sur la croissance. Ce n'est donc pas lui l'instigateur. Dit nulle part !"*

Parce que Hollande met en oeuvre la politique qu'en attendaient les riches propriétaires du Figaro, normal en quelque sorte.

Surtout qu'au niveau des enjeux qui étaient sur la table, la solidarité s'imposait. Ils ne vont quand même pas lui en vouloir de réussir là où Sarkozy a échoué ou il aurait été mis en difficulté. Mettez-vous un instant à leurs places et vous comprendrez que ce n'étaient pas leur intérêt de taper sur Hollande, pas maintenant et pas à cet endroit là, puisqu'il fait preuve de soumission total envers le capital, franchement, que demander de plus pour un journal qui le représente.

Méthode de communication. Tour de passe-passe.

Hollande est un affreux farceur, mais Pierre Laurent (PCF), sur France Info affirme qu'il n'en est pas encore tout à fait sûr :

- *"Ce sont des orientations très négatives. Malheureusement, il semblerait que par anticipation, on donne des gages aux orientations du pacte budgétaire européen",* a dit le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, sur France Info.

Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas nouveau non plus.

- *"Ca veut dire qu'on accepte par avance de s'inscrire dans le pacte d'austérité budgétaire alors que François Hollande avait annoncé sa renégociation. C'est décidément très mal parti",* a-t-il ajouté.

Quelle surprise ! La direction du PCF n'est pas contre le TSCG, elle est contre la manière de le présenter, de l'avancer plus précisément, il faudrait s'y prendre autrement, gageons que Hollande s'y engagera ou aura entendu le message, il s'y emploie d'ailleurs en ce moment même (hier soir).

Laurent, c'est l'enfonceur de portes ouvertes, il ne risque pas de se faire du mal au moins, ni de faire faire des cauchemars à Hollande.

La propagande du gouvernement a pour fonction d'anesthésier les masses avec la complicité de ses satellites, de l'UMP et des médias. Pas sûr que cela fonctionnera longtemps.

La propagande gouvernementale et la réalité. La suite et la marche à suivre.

Non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, baisse des dépenses publiques, coupes dans les prestations sociales... Jean-Marc Ayrault récuse l'expression "*plan de rigueur*", préférant parler "*d'efforts*". Et pourtant, ce sont des économies drastiques que prévoit Matignon pour réduire le déficit.

On comprend pourquoi François Hollande et son gouvernement, aux commandes de la France depuis moins de deux mois, tentent de minimiser l'ampleur des objectifs d'économies fixés ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 et rétablir l'équilibre budgétaire en 2017. Et pourtant, ce sont bien des coupes drastiques dans les dépenses et dans les effectifs publics que prévoient les lettres de cadrage adressées jeudi par Matignon à tous les ministères.

Les ministres vont devoir réduire de 15% leurs dépenses de fonctionnement sur trois ans (7% en 2013, 4% en 2014 et 2015). Cette norme est plus rude que celle annoncée par François Fillon pour 2011-2013: -10% dont 5% en 2011 (objectif non atteint puisqu'elles n'ont reculé que de 2%). Ces dépenses, qui servent par exemple à financer les achats de matériel, à entretenir les locaux, à financer voitures et logements de fonction, etc., représentent un coût de 19 milliards. Elles vont donc devoir baisser de 3 milliards.

Ces mêmes règles s'appliqueront aux dépenses d'intervention qui représentent une enveloppe beaucoup plus importante de 57 milliards d'euros. Derrière cette appellation administrative se cache très concrètement quelque 38 milliards d'euros de prestations (allocation adulte handicapé, aides au logement, bourses étudiantes, etc.) et 19 milliards subventions discrétionnaires (contrats aidés, hébergement d'urgence, dotation à RFF, etc.). Si l'on suit la règle édictée par le gouvernement, ces dépenses vont devoir baisser de 8,5 milliards en trois ans - alors qu'elles augmentent tendanciellement de 3% par an.

"Après cinq ans de RGPP [révision générale des politiques publiques, nom de code sous Sarkozy de la politique de modernisation de la fonction publique], on ne peut plus continuer de supprimer des postes sans dégrader encore davantage le service public", alerte Jean-Marc Canon (CGT) sur le site Acteurspublics.com. "En considérant que la réduction de 2,5 % des effectifs dans certains ministères va entraîner le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, on peut craindre une aggravation par rapport à la RGPP", renchérit Christian Grolier (FO).

L'effort sera donc là encore très conséquent. Et il faudra arbitrer entre plusieurs dépenses sociales. Ce ne sera pas sans casse. Mais le gouvernement s'est bien gardé, jusqu'à présent, de détailler ces coupes budgétaires. Preuve encore, qu'il n'assume pas la rigueur. *"Les économies que le gouvernement prétend obtenir ne sont possibles que si on s'attaque aux prestations sociales", a dénoncé ce vendredi le député UMP Gilles Carrez. "L'heure de la rigueur aujourd'hui on y est. Ça me rappelle le tournant de la rigueur de 1983, sauf que cette fois il arrive immédiatement après les élections", a conclu le nouveau président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.* (lexpress.fr 29.06)

Cela vous arrange bien qu'il fasse le sale boulot à votre place, on ne lui demandera pas de l'avouer, consensus oblige !

Parole de banquier. Leur objectif : liquider la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux.

La Banque de France interpelle jeudi les responsables politiques et les partenaires sociaux en désignant la réforme du marché du travail, sur laquelle le nouvel exécutif n'a quasiment rien dit, comme la réforme prioritaire pour l'économie française.

Son gouverneur, Christian Noyer, plaide dans un entretien au journal Le Monde pour un rapprochement des contrats de travail, l'allègement des réglementations et une plus grande place pour les accords de branches et d'entreprises, des thèmes évités par les socialistes pendant les récentes campagnes électorales.

Le gouvernement a confié aux syndicats et aux organisations patronales le soin de réfléchir à ces thèmes dans le cadre de la conférence sociale des 9 et 10 juillet qui doit lancer certains grands chantiers du quinquennat.

"En France, le plus important est de s'attaquer aux racines du chômage structurel", déclare Christian Noyer. "La grande réforme à faire est celle du marché du travail, qui laisse trop de gens dans la précarité et décourage les entreprises d'embaucher."

"Il faut rapprocher les différents contrats de travail et, en ce qui concerne les conditions d'emploi, avoir moins de réglementations et donner plus d'espace aux accords de branche ou d'entreprise", poursuit le gouverneur de la Banque de France, citant en exemple l'Allemagne et le Danemark.

Une telle réforme est également conseillée à la France par des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Les travaux de la conférence sociale sur l'emploi seront pilotés par le ministre du Travail, Michel Sapin, qui souhaitait dans un livre publié avant l'élection présidentielle la mise en place d'une *"dialectique subtile et dynamique entre accords de branches, d'entreprises, et législation générale"*.

"Il s'agit de changer quelque chose de très profond : conserver la supériorité de la loi, garante de l'ordre public social, mais inscrire les accords conventionnels entre partenaires sociaux dans notre ordonnancement juridique actuel", ajoutait-il.

L'organisation patronale Medef insiste pour que les accords dits de compétitivité-emploi, par lesquels il serait possible de moduler largement le temps de travail et les rémunérations, figure en bonne place dans les discussions.

Face aux difficultés des entreprises françaises, ces accords *"sont plus que jamais absolument nécessaires"*, déclarait récemment sa présidente Laurence Parisot. Le gouvernement précédent avait dit son intention de les généraliser. (Reuters 29.06)

Je ne voudrais pas m'avancer, mais je crois que madame Parisot se gorge d'illusions. Certes, s'il ne tenait qu'aux dirigeants corrompus des syndicats, ils nous livreraient pieds et mains liés au patronat, mais la situation sociale est telle qu'ils vont avoir le plus grand mal à vous suivre, jusqu'au bout, ils braderont au passage certains de nos droits mais n'espérer pas davantage.